



LITTÉRATURES

AMÉRIQUES

RELIGIEUSES EN AMÉRIQUE LATINE. Invisibles mais indispensables. – Véronique Lecaros, Ana Lourdes Suárez et Brenda Carranza
L'Harmattan, Paris, 2021, 320 pages, 33 euros.

Elles sont plus nombreuses que les hommes au sein de l'Église catholique latino-américaine. Pourtant, la vie de ces religieuses est bien moins documentée que celle de leurs homologues masculins. C'est pour « rendre visible » leur « apport essentiel à la société latino-américaine » que plusieurs chercheuses ont constitué ce recueil de dix-neuf textes portant sur l'arrivée des congrégations religieuses féminines en Amérique latine pendant la période coloniale, leur engagement pour l'éducation, la santé et les pauvres lors de la construction des jeunes nations au XIX^e siècle, ou encore la résistance héroïque de certaines sous les dictatures militaires... Les auteures, dont certaines sont des religieuses, plaident pour une plus grande reconnaissance des femmes dans l'Église. Constatant un déclin des vocations chez les femmes depuis les années 1960, la chercheuse Véronique Lecaros craint que la surdité de l'institution face aux revendications féministes n'ait « réussi à briser l'engagement jusqu'ici fort des femmes envers l'Église ».

ANNE-DOMINIQUE CORREA

EUROPE

LA ODISEA DE PODEMOS. De la Puerta del Sol à Moncloa. – José Antonio Gonzalez Casanova
El Viejo Topo, Barcelone, 2021, 236 pages, 18 euros.

Mai 2011. Les « indignés » s'installent sur la place Puerta del Sol à Madrid. L'économie est en pleine récession ; le chômage des jeunes atteint 47 %. Excédé par la précarité et par la corruption, le mouvement prône la fin de l'austérité et une redéfinition du rapport au politique. Le 7 janvier 2020, Unidas Podemos, qui réunit Podemos (parti issu des « indignés »), Izquierda Unida et des partis régionaux, entre dans le premier gouvernement de coalition de gauche depuis la guerre civile (1936-1939). L'auteur retrace chaque pas – politique, intellectuel, tactique – qui a mené au pouvoir. Il raconte les victoires : l'entrée au Parlement européen en 2014, puis au Parlement espagnol. Il décortique chaque défi : l'organisation territoriale, les scissions, les manœuvres médiatiques et judiciaires du Parti populaire, les négociations avec les socialistes... Puis, une fois à la Moncloa, l'obtention de l'application du pacte de coalition, et la gestion de la pandémie. Une odyssee systématiquement éclairée par ses interactions avec le contexte européen et catalan.

LÉONORE MAHIEUX

PROCHE-ORIENT

LE LIBAN D'HIER À DEMAIN. – Nawaf Salam
Sindbad - Actes Sud, Arles, 2021, 176 pages, 17 euros.

À travers huit articles, l'auteur, ancien diplomate libanais et haut fonctionnaire international, retrace ce qui fait la singularité, mais aussi l'incongruité du système politique de son pays, menacé dans son existence par une triple crise (économique, politique et morale). À ses yeux, les accords de Taëf de 1989, qui mirent un terme à la guerre déclenchée en 1975, ont ramené une paix précaire, sans toutefois ériger un État de droit progressivement déconfectionnalisé, comme le prévoient les dispositions de l'article 95 de la Constitution. « État fromager » dévoré par des communautés omnipotentes (dix-huit confessions), le Liban est un pays où la notion de citoyenneté ne peut pas s'affirmer, les quotas confessionnels alimentent le népotisme et le clientélisme. À la fois juriste et politiste, Nawaf Salam propose plusieurs réformes urgentes : d'abord celles du code électoral et de la Constitution ; sans oublier celles, vitales, visant à refonder les institutions, l'économie et la protection sociale.

TIGRANE YÉGAVIAN

MAGHREB

LA QUESTION KABYLE DANS LE NATIONALISME ALGÉRIEN (1949-1962). – Ali Guenoun
Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2021, 508 pages, 16 euros.

L'actualité récente montre que la question kabyle suscite toujours des passions. Elle ne date pas d'hier. La définition de la nation algérienne ouvre en 1949, au sein du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), ce qu'on appelle la « crise berbériste ». Pendant la guerre d'indépendance, la wilaya III, celle de la Kabylie, dirigée par Krim Belkacem, connaît une importance considérable au sein du Front de libération nationale (FLN) et de l'Armée de libération nationale, sa branche militaire. Cet ouvrage tiré d'une thèse de doctorat ose aborder un sujet délicat et douloureux. Son approche apaisée ouvre de nouveaux débats en situant les enjeux et les forces en présence au sein du mouvement national. Les obstacles auxquels se sont heurtés les indépendantistes ont été surmontés davantage par le rapport de forces que par la réflexion commune. Leur gestion par le nationalisme radical a entraîné, en deçà et au-delà de l'indépendance, la montée d'un mouvement identitaire amazigh puis kabyle. La question, sur fond de tensions géostratégiques, reste encore posée.

AREZKI METREF

SOCIÉTÉ

LA PRESSE QUOTIDIENNE RÉGIONALE. – Franck Bousquet et Pauline Amiel
La Découverte, Paris, 2021, 128 pages, 10 euros.

« La presse quotidienne régionale [PQR] est la meilleure école pour débiter », dit-on aux étudiants en journalisme. L'importance du travail de terrain et son maillage territorial très fin en font un bon moyen d'acquiescer de l'expérience – en vue souvent de rejoindre dès que possible un titre national... Si sept des dix quotidiens français les plus diffusés sont des titres régionaux, la PQR jouit d'un capital symbolique bien plus faible que la presse nationale. Ce petit livre établit un constat plutôt inquiétant : porosité originelle entre patrons de presse et personnalités politiques, exclusion des femmes des postes à responsabilité, recours massif aux consultants en marketing, dépendance croissante aux annonceurs publicitaires... Chutant de 153 titres en 1945 à 51 en 2018, elle est aujourd'hui entre les mains de quelques groupes qui n'hésitent pas à s'entendre pour s'assurer de confortables monopoles régionaux. La PQR est ainsi passée d'une presse « de services » (aux lecteurs) à une presse « au service » de barons locaux. Quand M. Bernard Tapie a racheté *La Provence*, il disait « ne pas avoir acheté un journal mais une marque »...

JÉRÉMIE FABRE

LE RETOUR À LA TERRE. Une histoire orale. – Aaron Cometbus
Demain les flammes - Nœuds éditions, Toulouse-Montréal, 2021, 128 pages, 9,50 euros.

Pur produit de l'Amérique urbaine, le punk et marchand de livres Aaron Cometbus, auteur d'un délicieux *Bestiaire des bouquinistes* (Tahin Party, 2020), s'est inquiété dans les pages de son fanzine *Cometbus* de la situation réelle, morale et sociale, des acteurs des successifs retours à la terre qu'ont connus les États-Unis. En interrogeant au cours d'une enquête fouillée les enfants de ces « migrants » verts puis les parents eux-mêmes, il dresse un paysage contrasté de ce fantasme pris au pied de la lettre par des hippies ou des citadins lassés du bitume et de la société de consommation. Souvent désillusionnés, voire meurtris par des expériences difficiles, la plupart des témoins concèdent que le rêve fut moins édenique que prévu. Propriétés collectives difficiles à assumer, champs récalcitrants à se laisser exploiter, échanges sociaux souvent réduits, la vie verte n'est pas une sinécure. Une occasion de redécouvrir, tout en rêvant à la petite maison plantée dans la prairie que l'on a tous au cœur, que l'humanité a inventé la ville pour se protéger de la nature...

ÉRIC DUSSERT

DANS LA PEAU DES GAMERS. Anthropologie d'une guilde de World of Warcraft. – Olivier Servais
Karthala, Paris, 2020, 342 pages, 25 euros.

L'anthropologue Olivier Servais propose le résultat de quatre années d'« observation participante » pendant lesquelles il a partagé le quotidien d'une communauté de joueurs en ligne – une « guilde ». Ces derniers se connectent plusieurs heures chaque jour pour discuter et mener à bien diverses « missions » dans l'univers de *World of Warcraft*, l'un des plus populaires jeux vidéo. Servais analyse ce qui les conduit à consacrer leur temps libre à leur guilde, et ce qui s'y déploie. Il évite d'invoquer les logiques de l'addiction et du refuge virtuel, généralement retenues pour expliquer les pratiques de jeu intensif. Il observe que souvent les compétiteurs subissent une situation de « déphasage social » : ils travaillent de nuit ou comme saisonniers, sont des parents isolés ou des étudiants précaires, tous relégués dans les « marges imposées par la société ». La guilde, qui valorise l'esprit collaboratif et les talents de stratège, est alors pour eux un espace de « reliance », leur apportant sentiment de sécurité, confiance en soi et dans les autres, ce qui contribue à reconstruire le lien social brisé.

VINCENT DE MAUPÉOU

POLITIQUE

POPULISME ET NÉOLIBÉRALISME. Il est urgent de tout repenser. – David Cayla
De Boeck supérieur, Louvain-la-Neuve, 2020, 300 pages, 19,90 euros.

Contrairement aux économistes Gérard Duménil et Dominique Lévy, pour lesquels le néolibéralisme a été « conçu de façon à accroître les revenus des classes supérieures », David Cayla estime qu'« il n'est pas démontré » que tel ait été l'objectif de ses promoteurs. Selon lui, ce régime « théorise un État impuissant à répondre au mécontentement social et uniquement concerné par la préservation de l'ordre du marché ». Raison pour laquelle il engendrerait presque mécaniquement un populisme ici défini comme un rejet du cadre en vigueur (souvent) porté par de grandes figures du monde de l'entreprise incapables de construire un avenir distinct. Riche et documentée, la démonstration soulève de nombreuses questions et la définition – restrictive – du phénomène populiste ne convainc pas toujours. Mais la cible de Cayla est ailleurs. Car l'auteur vise surtout à montrer comment la gauche se condamne à l'échec en puisant dans les mécanismes de marché les remèdes qu'elle entend opposer aux dysfonctionnements néolibéraux. Sur ce point, le propos s'avère d'une redoutable efficacité.

RENAUD LAMBERT

LA GUERRE DES MOTS. Combattre le discours politico-médiatique de la bourgeoisie. – Selim Derkaoui, Nicolas Framont
Le Passager clandestin, Paris, 2020, 242 pages, 17 euros.

Corédacteurs en chef du magazine en ligne *Frustration*, Selim Derkaoui et Nicolas Framont proposent une fresque des stratégies linguistiques créées pour consolider la domination de la bourgeoisie, et nous « priver peu à peu des mots et des expressions qui permettent de donner au réel des noms ». Manifeste politique, illustré avec un humour mordant par Antoine Glorieux, l'ouvrage décortique les mots qui démobilitent, annihilent la pensée. Réduire les conquêtes de la classe ouvrière à des mots négatifs (« charges sociales... »). Brouiller les frontières de classe (un « collaborateur » ou un « salarié »?) et en invisibiliser les conflits par l'usage du concept de « classe moyenne ». Parler d'« inégalités sociales » pour maquiller la capture du capital par une minorité. Promouvoir l'« égalité des chances » et fournir un contingent de bons pauvres méritants. Puissance de la novlangue, « la pensée humanitaire a remplacé, à la fin du XX^e siècle, la lutte des classes ». Qui, malgré la « pédagogie », est et sera violente.

HÉLÈNE-YVONNE MEYNAUD

VIOLENCES POLITIQUES EN FRANCE DE 1986 À NOS JOURS. – Sous la direction d'Isabelle Sommier, avec la collaboration de Xavier Crettiez et François Audigier
Les Presses de Sciences Po, Paris, 2021, 416 pages, 24 euros.

Matérialiser et quantifier les violences « contre la sûreté de l'État et la sécurité publique » commises « dans un cadre politique collectif en rupture avec les normes sociales des démocraties de marché », tel est le but de cet important et rigoureux ouvrage, qui étudie une base inédite de six mille épisodes de violences politiques – allant de la violence physique à la dégradation de matériels –, regroupées selon la nature de la cause défendue (idéologique, indépendantiste, professionnelle, sociale). Cette étude livre un résultat éloigné des sur-enquêtes médiatiques : de 1986 à 2017, la violence politique a reculé constamment. Si les manifestations contre la loi travail, en 2016, suivies à partir de l'automne 2018 par le mouvement des « gilets jaunes », ont influencé la tendance, reste ouverte cette interrogation : assiste-t-on à un cycle de mobilisation, une « vague croissante puis décroissante d'actions collectives étroitement liées et de réactions à celles-ci » ? Par la judiciarisation des opposants et la militarisation de la police des foules, l'État a choisi d'anticiper la réponse.

GILLES LUCAS

Place nette pour le business

L'Eau rouge
de Jurica Pavičić

Traduit du croate par Olivier Lannuzel, Agullo, Villenave-d'Ornon, 2021, 363 pages, 22 euros.

C'EST le roman d'un journaliste, c'est le roman d'un écrivain. Né à Split, et y résidant toujours, Jurica Pavičić raconte, comme en creux, l'histoire récente de la Croatie, à travers un fait divers criminel, du moment où il se produit à sa quasi-résolution, presque trente ans plus tard. On pense aux Suédois Maj Sjöwall et Per Wahlöö, qui présentaient, par le biais des enquêtes du commissaire Beck, un portrait « du développement et de la chute de l'État-providence scandinave (1) ». Pavičić recourt ici brillamment au « roman noir » pour accompagner des vies ordinaires prises dans l'écroulement du communisme, la montée des nationalismes et le choc des guerres.

Silva, 17 ans, disparaît lors d'une fête dans son petit bourg de la côte dalmate, Misto, en septembre 1989. Deux mois plus tard, ce sera la chute du mur de Berlin, puis celle du bloc communiste, viendront la guerre croato-yougoslave, la dislocation de la République fédérative socialiste de Yougoslavie... La police, en dépit des efforts de Gorki Šain, l'inspecteur dépêché sur place, n'avance pas et avoue son impuissance. D'autant que l'affaire est plus complexe qu'il n'y paraît : la jeune fille, scolarisée à Split, trafiquait de l'héroïne avec des réseaux bien établis... Des petits copains de Silva sont soupçonnés, le village s'enferme dans le mutisme, cimenté par la méfiance et la haine qui croissent au fur à mesure que l'enquête piétine et que le temps passe. De son côté, la famille se délite, en dépit de l'opiniâtreté du combat mené, notamment par le frère jumeau de la disparue, Mate. Quand une jeune femme dit l'avoir aperçue, le lendemain de sa disparition, tout va se figer dans un espoir à jamais en suspens, laissant ouvertes les blessures des habitants, et l'attente dans sa famille.

Est-ce un hasard si l'absence de résultats coïncide avec les soubresauts du pays ? L'inspecteur, qui n'a pourtant pas démérité, cumule les indicateurs honnis de l'ancien monde : non seulement il se prénomme Gorki, mais il est le petit-fils d'un héros de la résistance titiste. Il n'est plus rien au moment de l'éclatement de la Yougoslavie. Rétrogradé, il démissionne : « Gorki s'était réveillé dans un nouveau monde dans lequel il était devenu un pestiféré. » Tout au long du roman, tous se passent le témoin d'une quête impossible en ces temps qui verront deux guerres : celle d'un droit au bonheur et à une existence normale. Le village subit, impuissant, le rouleau compresseur d'un affarisme politique qui, au début des années 2000, dépèce des héritages cédés à vil prix aux promoteurs d'un tourisme de vacances. L'histoire du soldat Adrijan, le fils du boulanger, enrôlé malgré lui dans la toute jeune armée croate, est comme un petit conte cruel ciselé dans la douleur. Mate, devenu adulte, sillonne l'Europe à la recherche de sa sœur. Gorki se reconvertisse dans l'immobilier de luxe, la côte dalmate doit devenir une Riviera... Cette chaîne de destinées mélancoliques, cette succession d'entrées ratées des enfants du pays dans la mondialisation, forme une somme d'histoires individuelles tendues jusqu'au tout dernier souffle du récit. À la manière d'un voile opaque, l'histoire de la Croatie travaille et étouffe les personnages comme confinés dans l'épaisseur de cette œuvre puissante et méditative.

BERNARD DAGUERRE.

(1) Citation tirée de la préface de Hanna Holt au roman *Les Terroristes* (Rivages/Noir, 2020).

MAGHREB

De quelle Algérie rêver ?

La pandémie de Covid-19 et une implacable répression judiciaire ont freiné l'élan du Hirak, ce mouvement pacifique né le 22 février 2019 pour réclamer le départ du président Abdelaziz Bouteflika et un changement du système politique. L'avenir dira si cette dynamique protestataire est définitivement cassée ou si elle renaîtra un jour. En attendant, demeure le rêve d'un avenir meilleur, pour reprendre ce qui fut un slogan officiel du régime dans les années 1980. Dans un ouvrage collectif, gratuit et disponible sur Internet, quatorze contributions – témoignages, récits ou fictions – répondent à une question simple : de quelle Algérie rêvez-vous (1) ? Plusieurs textes se rejoignent sur un point majeur : si espérance onirique il y a, c'est en opposition avec le cauchemar actuel, celui d'un pays où rien, ou presque, n'est satisfaisant. Le rêve de la féministe Wiame Awres, cofondatrice du site *Féminicides Algérie*, le montre bien. Ce qu'elle espère, c'est juste une Algérie « normale » où existerait enfin ce qui fait le quotidien banal d'autres pays. Pas de grandes attentes, pas d'ambition démesurée, juste la normalité. Une manière de rappeler que la « mal-vie », ce parcours du combattant qui jalonne n'importe

quel acte routinier, s'ajoute aux affres de l'autoritarisme et aux violences engendrées par le patriarcat et la misogynie. L'écrivain Samir Toumi ne dit pas autre chose quand il imagine une contre-dystopie. Plus d'un siècle après le 22 février 2019, son pays est enfin apaisé, sa jeunesse ne rêve plus d'Europe et l'écologie, absente aujourd'hui du discours officiel, est au cœur de tout.

Immense onde de choc politique et sociale, le Hirak a permis à la jeune génération de peintres algériens de mieux se faire connaître. Dans un contexte marqué par le désintérêt méprisant des autorités à l'égard du monde artistique, ces peintres de la protestation – comme les appelle la plasticienne et écrivaine Myriam Kendsi, qui leur consacre un ouvrage (2) – occupent le terrain à leur façon, revisitant le travail de leurs aînés ou celui des grands maîtres. C'est le cas de Yasser Ameur, figure emblématique de cette génération qui n'hésite pas à détourner des œuvres pour se focaliser « sur la dénonciation politique, économique et sociale ».

Parler du Hirak, c'est aussi évoquer, souvent de manière lapidaire, la « décennie noire » (1990-2000) dont

le souvenir a longtemps empêché les Algériens de protester massivement contre le régime. C'est sur les prémices de cette période sanglante qui opposa des groupes islamistes armés aux forces de l'ordre que revient l'ouvrage du journaliste Amer Ouali (3). Avec une précision clinique, il y détaille le processus qui conduisit au drame : la naissance du Front islamique du salut (FIS), sa montée en puissance, les contradictions et les compromissions des autorités, sans oublier les funestes élections législatives de décembre 1991 dont l'annulation précipita l'Algérie dans l'abîme. Un livre nécessaire pour comprendre ce que la génération Hirak doit encore surmonter.

AKRAM BELKAÏD.

(1) Collectif, *J'ai rêvé l'Algérie*, avant-propos d'Amina Izarouken, éditions Barzakh, avec le soutien de la Fondation Friedrich-Ebert Algérie, Alger, 2020, 192 pages.

(2) Myriam Kendsi, *Les Protest Painters algériens*, préface de Achour Ouamara, Revue A & Marsa Publications, Rilhac-Rancon, 2021, 52 pages, 15 euros.

(3) Amer Ouali, *Le Coup d'éclat. De la naissance du FIS aux législatives avortées de 1991*, préface de Mustapha Hammouche, Éditions Frantz Fanon, Boumerdes (Algérie), 279 pages, 2021, 18 euros.